

Une classe menacée. Opération école morte avec les parents d'élèves

Vendredi 26 mars, les parents d'élèves d'Envermeu ont mené une opération école morte pour protester contre la menace d'une fermeture de classe à la rentrée.

Ils étaient nombreux ce vendredi 26 mars à 9 h devant l'école d'Envermeu. Parents d'élèves, grands-parents et enfants sont venus avec leurs instruments de musique pour faire du bruit, mettre de l'entrain et protester contre la fermeture d'une classe. Témoignant ainsi d'un grand attachement à leur école considérée ce jour-là comme « école morte ».

Sébastien Jumel, député de Seine-Maritime, et Patrick Leroy, maire d'Envermeu, étaient sur place également pour apporter leur soutien aux parents d'élèves mobilisés contre la menace de fermeture d'une classe élémentaire à la rentrée prochaine.

Les élus estiment que le calcul de l'académie est une prévision plutôt basse avec une projection d'un nombre de 221 élèves à la rentrée, soit un effectif en diminution de dix élèves par rapport à la rentrée précédente alors que les inscriptions démarrent bien.

« Un ciel plombé »

« Ici, la fermeture d'une classe conduirait à des effectifs de 27 élèves en maternelle et de 25 sur des doubles niveaux en élémentaire, alors que les textes préconisent 24 élèves. Et cela, c'est sans compter sur l'élargissement à venir du périmètre Rased qui va réduire le nombre d'heures d'intervention du maître E qui intervient à Envermeu » souligne Sébastien Jumel (lire encadré ci-contre).

« Il faut renoncer à la table à calculer. Cette mesure, c'est un nuage dans un ciel déjà plombé par la crise du Covid, dans une école où de nombreux enfants sont en difficulté. On ne fait pas de la bonne pédagogie avec une équipe pédagogique déséquilibrée » poursuit-il.

Pour le maire de la commune d'Envermeu, Patrick Leroy, c'est le même son de cloche : **« Même si le niveau retenu en évaluation des CP1 et des CE1 effectué en septembre et octobre, est dans une moyenne basse pour notre école, ce n'est pas le moment de réduire le nombre de classes, car avec de nombreux logements en construction dans la commune, l'effectif scolaire devrait augmenter. »**

« Si la suppression d'une classe est mal venue ici, surtout en cette année si particulière, c'est qu'il faut maintenir absolument une notion de soutien comme dans d'autres situations ailleurs. C'est décision est un manque d'attention pour notre école. Pour ma part, je recevrai l'inspecteur d'académique lors de sa venue le 11 mai » ajoute le maire.

Les parents d'élèves étaient également très remontés, affichant leur colère et revendications sur des banderoles accrochées aux portes et balustrades de l'école. Tous sont déterminés : « Certains élèves ont déjà perdu trois mois de cours. Alors à quoi servent les évaluations que l'on a faites si elles ne montrent pas les difficultés de l'école et que finalement l'on n'en tient pas compte pour l'attribution des postes, tout cela en pleine crise de Covid ? » interroge Sandrine, maman de deux d'élèves.

« Nous demandons que cette mesure soit réexaminée compte tenu des effectifs moyens par classe et sachant que son application entraînerait des difficultés. Il faudra recompter en juin, car si les effectifs n'ont pas vraiment chuté, les classes seront chargées. Car ici c'est très tendu et c'est aussi un stress pour les enfants qui ne voient que les yeux de leurs enseignants masqués, il faut pratiquer le Quoi qu'il en coûte comme dit notre président de la République » tempête la mère de famille.

Dès ce vendredi matin le député Sébastien Jumel a saisi, par courrier, le directeur académique des services de l'Éducation nationale à Rouen pour demander un réexamen de ce projet de carte scolaire, dès la fin de la campagne des inscriptions à l'école : « Alors que la crise a révélé le besoin d'écoles avec des effectifs à taille humaine, on ne peut pas admettre qu'on continue à supprimer des postes, y compris dans les établissements où il y a des difficultés. Ça aussi, ça doit être inscrit au tableau noir de la gestion de la crise sanitaire » conclut Sébastien Jumel.



Sébastien Jumel, député de Seine-Maritime, et Patrick Leroy, maire d'Envermeu, étaient sur

place pour apporter leur soutien aux parents d'élèves de l'école d'Envermeu, mobilisés contre la menace de fermeture d'une classe.